

à Monsieur

Le Général Fajol, Pair de France.

Commandant la 1^{re} Division Militaire.

N^o 1.

Paris

reçu le 20th 1844

Mon cher ami, je ne sais trop quel malentendu ou quelle difficulté vient, vient encore une fois menacer Gabriel Mummich, le frère de Jules, d'un très prochain départ, quand nous croyons son affaire arrangée. ce que je sais, c'est qu'il a quitté Alger au commencement de septembre, fort malade, avec un congé de trois mois, qu'on lui avait promis de remplacer par un semestre; qu' aussitôt après son arrivée en France il a fait la demande de cette prolongation; que cette demande a dû régulièrement passer par Alger, et qu'elle parait s'y être perdue, car personne n'en a de nouvelles. ce qui de plus, est certain c'est que le général Schneider d'après les attestations des médecins, a promis formellement il y a quinze jours à Jules qu'il autoriserait le général de chef à prolonger en tout état de cause, le congé de son frère jusqu'au mois de mai, que la santé de Gabriel exige impérieusement qu'il passe en France le reste de la saison des pluies, et qu'en dépit de tout cela, le général Hulot n'a reçu de pouvoirs que pour prolonger le congé d'un seul mois.

Si tu peux arranger cela autrement, et cela doit le pouvoir puisqu'il le général Schneider s'y était engagé, tu me feras le plus grand plaisir. te demander un service c'est l'obtenir, ainsi si t'en veux dire en notre nom à tous.

ton ami,
Charles Rodier.

Jules t'a envoyé ce soir une lettre qu'il écrit au général Schneider en te priant de la recommander, elle s'expédiera d'où il s'agit mieux que moi; si on ne veut pas donner à son frère permission jusqu'en mai, tâche au moins de gagner les premiers jours de février, et de nous avoir une solution le plutôt possible, car si elle n'arrive pas bien vite, notre jeune officier sera obligé de partir le 28 décembre.

Mon 1780 Dieu 1844. Rodier, Pair de France - voir Ann. Encycl. Vol. Suppl.

W. H. W.

[illegible]

the *Chamae* *Prodr.*

Les dits articles ont été lue et approuvés par le conseil
 de la commune, et il a été décidé qu'ils seraient
 imprimés et distribués à tous les citoyens.
 En conséquence, le conseil a arrêté que le
 présent rapport serait imprimé et distribué
 à tous les citoyens, et qu'il serait
 inséré dans le bulletin municipal.
 Fait à Paris, le 28 décembre 1793.
 Le conseil municipal.
 Le président, *[Signature]*
 Le secrétaire, *[Signature]*

[illegible]